

## **Silvio Berlusconi réformateur?**

*di Philippe Ridet*

Combien faut-il de pas en avant pour annuler les pas en arrière et donner l'impression que le programme de réformes annoncé est malgré tout engagé? Cette question est au centre des débats de la droite italienne victorieuse des élections générales d'avril 2008. Elu sur ses capacités à " faire " par opposition au centre-gauche qui ne saurait que " parler ", Silvio Berlusconi donne, à l'attaque de son troisième mandat, l'impression " d'annoncer " plutôt que " d'agir ".

Certes les engagements les plus symboliques - le règlement du problème des ordures à Naples et la préservation de " l'italianité " de la compagnie aérienne Alitalia - sont sauvegardés. Certes, les sondages lui sont toujours favorables et confirmés par des victoires électorales. Mais un premier signe d'inquiétude s'est manifesté dans les pages du quotidien *Libero*, pourtant bien disposé à l'égard de M. Berlusconi. A la " une " de son édition du 14 décembre, un dessin représentait le président du conseil sous la forme d'un crustacé, surmonté de ce titre : " Silvio, attention à la marche en crabe!"

Les "pas de côté " ou les " marches arrière " du premier ministre sont en effet nombreux depuis sa victoire d'avril 2008. La réforme de l'éducation est " congelée " jusqu'à la rentrée 2010. La mise en place du maître unique dans les écoles primaires, censée supprimer en trois ans près de 150 000 postes, est devenue " facultative ". La réforme de la justice, assortie d'une modification de la Constitution, pour laquelle il était prêt à passer en force, a été repoussée aux premiers jours de janvier. Le temps pour le garde des sceaux de consulter les autres formations politiques. Sa promesse de supprimer l'échelon des provinces pour économiser les fonds publics a été oubliée sous la pression de la classe politique, qui tient à conserver postes et avantages. A chaque fois, le gouvernement a refusé d'assumer toute " marche arrière ", et défend au contraire sa volonté de donner plus de place à " l'explication ".

L'opposition voit dans ces reculs la preuve de l'efficacité de sa mobilisation aux côtés des étudiants, des enseignants ou des magistrats, qui ont manifesté en nombre durant l'automne. Mais à y regarder de plus près, ce sont d'autres motivations, d'autres pressions qui ont inspiré la prudence au premier ministre italien.

Largement majoritaire, sa coalition n'est pas homogène dans ses priorités. Ainsi, le parti xénophobe et autonomiste de la Ligue du Nord privilégie son projet de " fédéralisme fiscal " au détriment de tous les autres. Pour le faire aboutir le plus vite possible, elle a besoin des voix des parlementaires du centre. A peine M. Berlusconi avait-il annoncé son intention de réformer la justice sans attendre, qu'Umberto Bossi, président de la Ligue, lui rappelait le calendrier des réformes. " Baisse un peu le ton ", a-t-il demandé à M. Berlusconi, qui s'est exécuté.

Moins spectaculaires, les interventions du président de l'Assemblée, Gianfranco Fini, leader d'Alliance nationale, appellent régulièrement le premier ministre à privilégier un dialogue bipartisan et à conjurer le risque de " césarisme ". Proche de M. Berlusconi, le sénateur Gaetano Quagliariello explique la prudence de son chef de file par " le risque de faire apparaître la Ligue comme le seul parti de droite responsable ". Le centre-gauche n'a pas manqué d'ironiser sur cette situation inédite : " Voir M. Bossi donner des conseils de tempérance à M. Berlusconi en dit long... "

Outre ses amis, le président du conseil doit aussi compter avec les mises en garde du président de la République, Giorgio Napolitano, personnalité écoutée et respectée. Son rôle de gardien de la Constitution prend toute son importance depuis l'élection de M. Berlusconi. Si son pouvoir est faible, son autorité est incontestée. A plusieurs reprises, ces derniers mois, le Quirinal a joué les garde-fous en rappelant la nécessité d'un dialogue entre opposition et majorité sur les réformes les plus importantes. Il a également repoussé avec vigueur toute hypothèse de modification constitutionnelle, et pesté contre la multiplication de débats tronqués au Parlement. Issu du Parti communiste italien, M. Napolitano se plaît, en outre, à afficher ses bonnes relations avec MM. Bossi et Fini, comme s'il voulait, non sans malice, rappeler au président du conseil qu'il est " sous tutelle " de ses alliés politiques.

La Commission européenne constitue un autre " contre-pouvoir " aux volontés de M. Berlusconi. Elle a opposé son veto à deux propositions phares en matière d'immigration : les peines de prison pour " délit d'immigration illégale " et l'expulsion des Roms du territoire italien. Sur le même sujet, l'Eglise italienne, toujours prompte à intervenir dans le débat politique intérieur de l'Italie, a manifesté une opposition sans équivoque.

## RECVLS ET CALCULS POLITIQUES

Il serait abusif d'imaginer que le pouvoir de M. Berlusconi soit réellement rogné. Mais il n'est pas sans partage. Il est tout aussi abusif de soutenir que son long règne n'est pas sans comparaison avec celui de Mussolini. Même si ses reculs sont moins dictés par les convictions que par des calculs politiques. Qu'il s'agisse de complaire à sa majorité ou de rectifier une position que les sondages - dont il est un grand consommateur - désapprouvent, M. Berlusconi se conduit, en la matière, comme n'importe quel homme d'Etat à l'écoute de l'opinion, faisant le pari que l'écho tonitruant des annonces de réformes sera suffisamment durable pour masquer le discret ajournement de quelques-unes.

Au total, la capacité du président du conseil à " lâcher du lest " en fait un réformateur plus timoré qu'on ne le croit, en tout cas moins puissant qu'il ne voudrait l'être. Mais cela ne l'empêche pas de rêver. Jeudi 18 décembre, présentant ses vœux au personnel du ministère des affaires étrangères, il a raconté cette histoire, dont la presse s'est fait l'écho. Pour épater son petit-fils, il a fait accrocher à son hélicoptère un mannequin représentant le héros Superman. Afin d'obtenir un effet plus surprenant encore, le mannequin était affublé d'un masque du président du conseil lui-même. Puis l'hélicoptère, le président du conseil et son effigie en combinaison bleue ont décollé direction Arcore, dans la banlieue de Naples, où M. Berlusconi possède sa résidence principale. L'atterrissage dans le parc de la villa a laissé, raconte le premier ministre, " l'enfant bouche bée ".